



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Novembre 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 19 décembre 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Novembre 2023

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le septième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 7 novembre 2023 et le 29 novembre 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - November 2023

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

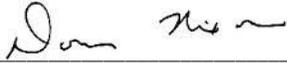
Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 19 décembre 2023

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	2
Introduction	2
Méthodologie.....	3
Principales constatations	5
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	5
Priorités et performance du gouvernement du Canada (Ottawa, Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Nord-du-Québec, centres de taille moyenne de la C.-B., Autochtones, membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies).....	5
Énoncé économique de l'automne (Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec, membres actifs et vétérans des FAC, sud de l'Alberta, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies).....	9
Économie (Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes adultes de Sherbrooke).....	10
Régime de pensions du Canada (Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, sud de l'Alberta).....	12
Logo de la fête du Canada (Ottawa, membres de la diaspora caribéenne de centre de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec).....	13
Mot-symbole du gouvernement du Canada (Ottawa, Nord-du-Québec, sud de l'Alberta, francophones vivant dans les Prairies).....	13
Tarification du carbone (Terre-Neuve).....	14
Sécurité communautaire (Toronto).....	15
Forces armées canadiennes (membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario)	16
Sentiment du public (Membres de la diaspora caribéenne de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario).....	17
Opioides (Vancouver)	17
Protection et promotion de la langue française (francophones vivant dans les Prairies).....	18

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupes de discussion avec des membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada afin qu'elles continuent d'être en concordance avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent concises et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens quant aux enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 7 novembre 2023 et le 29 novembre 2023, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. À cet égard, certains groupes ont pris part à des discussions ciblées portant principalement sur des initiatives fédérales liées au logement, au coût de la vie, à l'immigration, aux Autochtones ainsi qu'aux membres de la diaspora caribéenne au Canada. Tous les participants ont discuté de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement fédéral au cours des derniers jours, en se focalisant sur les mesures et les initiatives qu'il avait prises tant au Canada que sur la scène internationale.

Des enjeux liés à l'économie canadienne ont également été étudiés dans le cadre du présent cycle de recherche. Les participants de plusieurs groupes ont discuté de l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement canadien, de la situation économique au Canada et de la situation actuelle sur le marché de l'emploi. Deux groupes basés en Alberta ont également échangé leurs points de vue concernant le Régime de pensions du Canada (RPC) et la récente proposition du gouvernement de l'Alberta de créer son propre régime de pensions provincial. Les participants d'un certain nombre de groupes ont échangé leurs points de vue sur le mot-symbole et la signature musicale du



gouvernement du Canada, tandis que d'autres se sont livrés à un exercice consistant à évaluer une série de concepts créatifs potentiels destinés à promouvoir la fête du Canada.

Au nombre des autres sujets abordés au cours de ce cycle figuraient la tarification du carbone, la sécurité communautaire, les Forces armées canadiennes (FAC), le sentiment du public, les opioïdes, ainsi que la protection et la promotion de la langue française.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés principalement en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes se sont concentrés sur des cohortes particulières de la population, notamment les militaires actifs et les vétérans, les personnes âgées de plus de 55 ans approchant de la retraite, les membres de la diaspora caribéenne, les jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans ainsi que les francophones et les Autochtones.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes de discussion ont été tenus avec des membres de la population générale d'Ottawa, de Terre-Neuve, de Toronto, du Nord-du-Québec, du sud de l'Alberta et de Vancouver.
- Les six groupes restants étaient composés des principaux sous-groupes de population suivants :
 - Membres actifs et vétérans de l'armée;
 - Personnes âgées de 55 ans et plus approchant de la retraite;
 - Membres de la diaspora caribéenne;
 - Jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans;
 - Autochtones;
 - Francophone résidant dans les Prairies.
- Les deux groupes de discussion tenus au Québec et celui organisé dans les Prairies ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit (8) participants au total ont été recrutés par groupe, en présumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.

- Dans tous les lieux, 86 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Ottawa	1	ANGLAIS	Mardi 7 novembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Terre-Neuve	2	ANGLAIS	Mercredi 8 novembre	16 h 30 à 18 h 30	Population générale	8
Calgary	3	ANGLAIS	Jeudi 9 novembre	20 h à 22 h	Personnes de 55 ans et plus approchant de la retraite	8
Centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario	4	ANGLAIS	Mardi 14 novembre	18 h à 20 h	Diaspora caribéenne	8
Sherbrooke	5	FRANÇAIS	Mercredi 15 novembre	18 h à 20 h	Jeunes (âgés de 18 à 24 ans)	7
Toronto	6	ANGLAIS	Jeudi 16 novembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Centres de taille moyenne de la Colombie-Britannique	7	ANGLAIS	Mardi 21 novembre	21 h à 23 h	Autochtones	8
Nord-du-Québec	8	FRANÇAIS	Mercredi 22 novembre	18 h à 20 h	Population générale	5
Est de l'Ontario	9	ANGLAIS	Jeudi 23 novembre	18 h à 20 h	Membres actifs et vétérans des FAC	6
Sud de l'Alberta	10	ANGLAIS	Lundi 27 novembre	20 h à 22 h	Population générale	4
Vancouver	11	ANGLAIS	Mardi 28 novembre	21 h à 23 h	Population générale	8
Prairies	12	FRANÇAIS	Mercredi 29 novembre	20 h à 22 h	Francophones vivant dans les Prairies	8
Nombre total de participants						86

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont un certain nombre de réunions entre des fonctionnaires fédéraux et les dirigeants de grandes chaînes d'épicerie pour discuter de moyens de stabiliser les prix des produits d'épicerie, l'annonce par le gouvernement fédéral d'une suspension temporaire de la taxe sur les livraisons de mazout de chauffage dans toutes les provinces et tous les territoires, et la publication de l'Énoncé économique de l'automne (EEA). Parmi les autres mesures qu'ont mentionnées les participants figuraient l'annonce, par le gouvernement fédéral, de la suppression de la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux logements locatifs, l'octroi d'un supplément d'un milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable en vue de la construction de nouveaux projets d'habitation sans but lucratif, coopératifs et sociaux, ainsi qu'une entente conclue entre le gouvernement du Canada et Google visant la mise en place d'un cadre réglementaire qui permettrait à Google de continuer à diffuser des nouvelles d'actualité canadiennes en ligne.

Les participants ont également rappelé certaines activités en lien avec le gouvernement du Canada sur la scène internationale. Celles-ci comprenaient l'acheminement d'une aide humanitaire à la population d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie touchée par le conflit qui fait rage dans cette région, ainsi que les tensions persistantes entre le Canada et l'Inde à la suite de l'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements susceptibles d'établir un lien entre des agents du gouvernement indien et le meurtre d'un citoyen canadien en juin 2023 à Surrey, en Colombie-Britannique. Un certain nombre d'entre eux ont rapporté avoir entendu dire que de nombreux membres du corps diplomatique canadien avaient été rappelés d'Inde au cours des derniers mois à la suite d'une communication officielle du gouvernement indien indiquant qu'il envisageait de lever unilatéralement leur immunité diplomatique.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (Ottawa, Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Nord-du-Québec, centres de taille moyenne de la C.-B., Autochtones, membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de onze groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Ces derniers ont été invités à recenser les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada était satisfaisante et les domaines dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Les participants ont exprimé

des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient l'immigration, le changement climatique et l'environnement, la réconciliation avec les peuples autochtones ainsi que la sécurité nationale.

Les participants ont également recensé un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir : le vaste éventail de soutiens et de prestations offerts aux Canadiens, la promotion de la diversité et de l'inclusion à l'échelle du pays ainsi que la fourniture d'une aide humanitaire sur la scène mondiale.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer. Au nombre de ceux-ci figuraient l'inflation et le coût de la vie, ce qui était perçu comme un manque de ressources consacrées à la résolution de problèmes en lien avec la santé mentale et la toxicomanie.

Invités à cerner ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait désormais accorder la priorité, beaucoup ont réitéré qu'il fallait s'attacher davantage à rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens et à prendre des mesures pour réduire l'inflation et le coût de la vie. Plusieurs participants ont également mentionné les soins de santé et le changement climatique comme étant des domaines qui, selon eux, devraient être davantage priorités à l'avenir. Parmi les autres domaines prioritaires mentionnés par les participants figuraient la réconciliation avec les peuples autochtones, l'augmentation des investissements alloués à l'éducation et à la formation des enseignants, le renforcement des soutiens apportés aux personnes âgées et la réduction des dépenses fédérales dans le but de parvenir à un équilibre budgétaire.

Logement (Ottawa, Toronto, Vancouver)

Les participants de trois groupes ont entamé une discussion portant sur la situation du logement au sein de leurs collectivités respectives. À la question de savoir si le logement constituait une priorité importante sur laquelle devait se focaliser le gouvernement du Canada, tous les participants ont répondu par l'affirmative et bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait d'une question hautement prioritaire à l'heure actuelle. La quasi-totalité d'entre eux estimait que la situation du logement au sein de leurs collectivités s'était détériorée au cours des dernières années. De l'avis général, il était de plus en plus difficile pour les Canadiens à revenu faible ou moyen de trouver un logement sûr et abordable dans leurs régions respectives en raison de la forte augmentation du coût du logement au cours des dernières années tant pour les acheteurs éventuels d'une propriété que pour les locataires. Plusieurs participants étaient d'avis que l'augmentation du coût des logements était largement attribuable à ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation du taux d'itinérance dans leur région. En évoquant d'autres facteurs ayant eu un impact négatif sur la situation du logement au sein de leurs collectivités, les participants ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils percevaient comme étant la prédominance grandissante des sociétés de location à court terme (p. ex., Airbnb et Vrbo) qui, selon eux, avaient entraîné une diminution l'offre de logements loués à long terme.

Très peu de participants ont déclaré avoir vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures ou d'initiatives récemment prises par le gouvernement du Canada en matière de logement. À la question de savoir s'ils avaient eu connaissance d'une initiative du gouvernement fédéral visant à fournir un



financement supplémentaire aux municipalités s'engageant à alléger les formalités administratives afin de permettre la construction d'un plus grand nombre de logements, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. À la question de savoir s'ils appuyaient ce type d'initiative, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, estimant que cela contribuerait à augmenter l'offre de logements au sein de leur collectivité. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois interprété cette mesure comme étant une suppression des règlements existants en matière de logement et ont dit craindre qu'elle n'ait un impact négatif sur les collectivités et sur l'environnement.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le terme « densification » évoquait dans leur esprit, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il impliquait un ensemble de stratégies visant à augmenter le nombre de personnes vivant dans une zone donnée et qu'il impliquait la construction de complexes d'habitation plutôt que de maisons unifamiliales. Plusieurs d'entre eux doutaient que l'impact d'une densification s'avère globalement positif, et un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par une augmentation des embouteillages et du trafic, ainsi que par la pression accrue à laquelle sont soumis les services essentiels. Parmi le petit nombre de participants favorables à une densification accrue, certains estimaient que la poursuite de cette stratégie conduirait ultimement à créer des villes plus durables en misant davantage sur l'amélioration du potentiel piétonnier des collectivités et sur l'utilisation accrue de transports en commun plutôt que de véhicules à usage personnel. À la question de savoir s'ils seraient favorables à une plus grande densification au sein de leur propre collectivité, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, sous réserve qu'un nombre suffisant d'infrastructures supplémentaires (telles que des écoles, des hôpitaux et des transports en commun) soient construites à l'avance pour pouvoir faire face à une augmentation de la population locale.

Les participants se sont ensuite vu présenter de l'information relative au Fonds pour accélérer la construction de logements du gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé quels types d'infrastructures devraient, à leur avis, construire les municipalités dans le cadre de cette initiative, les participants ont mentionné des services et notamment du transport en commun, des écoles, des hôpitaux, des espaces verts (p. ex., parcs et terrains de jeux) ainsi que des systèmes de gestion des déchets. À la question de savoir si leur opinion sur la densification avait changé en sachant que le gouvernement du Canada prenait ces mesures pour venir en aide à des collectivités toujours plus nombreuses, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont réaffirmé que ce financement supplémentaire ne suffirait pas à lui seul à remédier aux problèmes actuels en matière de logement et que dans l'intérêt des Canadiens, le gouvernement fédéral devait désormais s'attacher davantage à rendre les logements plus abordables.

Coût de la vie (jeunes adultes de Sherbrooke)

Les participants du groupe composé de jeunes adultes vivant à Sherbrooke, au Québec, ont entamé une brève discussion sur le coût de la vie actuel. Invités à définir les principaux enjeux relatifs au coût de la vie que devrait, selon eux, privilégier le gouvernement du Canada, les participants ont soulevé des questions liées à l'abordabilité des produits d'épicerie, au coût du logement et au taux d'imposition perçu comme étant élevé à l'heure actuelle. La plupart des participants estimaient que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route en ce qui a trait à sa réponse au problème du

coût de la vie, et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années.

À la question de savoir si le changement climatique avait une incidence sur le coût de la vie, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On estimait que les catastrophes naturelles, et notamment les feux de forêt, les tempêtes de vent et les inondations de grande ampleur, avaient causé des préjudices économiques considérables au cours des dernières années et que, dans certaines régions du pays, il était devenu plus coûteux pour les Canadiens de chauffer leurs maisons en raison des températures plus froides constatées au cours des mois d'hiver. Quelques participants étaient d'avis que les initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique, notamment la mise en place d'une tarification fédérale du carbone, avaient également eu pour effet d'augmenter le coût de la vie au cours des dernières années.

Immigration (Toronto)

Les participants résidant à Toronto se sont vu poser quelques questions complémentaires au sujet du système d'immigration canadien. En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les problèmes les plus importants liés à l'immigration, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour rationaliser le processus de reconnaissance professionnelle des nouveaux arrivants cherchant à travailler dans leur domaine d'expertise. Les participants estimaient également que des mesures devaient être prises pour s'assurer que suffisamment de possibilités d'emploi et de logements sont offertes afin de répondre aux besoins des nouveaux immigrants. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler de nouveaux immigrants ayant eu du mal à entamer une nouvelle vie au Canada en raison de la difficulté à se trouver un emploi et un logement au sein de leur collectivité.

À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration, les participants estimant qu'il faisait fausse route étaient à peu près aussi nombreux que ceux dont l'opinion était moins tranchée. Parmi les participants qui étaient d'avis que le gouvernement faisait fausse route, certains se sont dit préoccupés par la demande accrue en matière de logement et par la pression potentielle que pourrait exercer un afflux supplémentaire de nouveaux arrivants sur des secteurs vitaux comme ceux des soins de santé et de l'éducation. La plupart de ces participants s'accordaient pour dire que le taux d'immigration devait être temporairement réduit tant et aussi longtemps que les besoins fondamentaux des personnes vivant déjà au Canada n'auront pas été satisfaits.

Autochtones (Autochtones de centres de moyenne taille et de grands centres de la C.-B.)

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres de moyenne taille de la C.-B. ont entamé une discussion portant sur la réconciliation et les progrès réalisés par le gouvernement du Canada en la matière. Lorsqu'on leur a demandé de définir les principales problématiques auxquelles sont confrontés les Autochtones, les participants ont fourni un éventail de réponses. Au nombre de ces dernières figuraient la santé mentale et les dépendances, le manque de programmes récréatifs et culturels destinés aux jeunes autochtones, ainsi que la construction ou la réparation d'infrastructures (systèmes d'eau potable, établissements de soins de santé et écoles) au sein des communautés autochtones.

Lorsqu'on leur a demandé si une réconciliation avec les peuples autochtones avait à leur avis été priorisée par le gouvernement du Canada au cours des dernières années, les participants ont exprimé des avis partagés. S'il était généralement admis que des efforts plus importants avaient été déployés pour sensibiliser aux difficultés particulières que connaissent les peuples autochtones et instaurer un dialogue à ce sujet, la plupart des participants n'estimaient pas que des progrès tangibles avaient été réalisés en ce sens. Au sujet des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour résoudre ces problèmes, les participants étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour inciter les peuples autochtones à devenir autonomes, en fournissant aux collectivités autochtones les ressources financières et les infrastructures dont elles ont besoin pour bâtir des économies locales autosuffisantes.

En décrivant les indicateurs auxquels ils se fieraient pour déterminer si des progrès ont été réalisés en matière de réconciliation, beaucoup ont dit souhaiter que les Autochtones exercent une plus grande gouvernance de leurs propres collectivités et que des dialogues en tête-à-tête soient instaurés entre le gouvernement fédéral et les différents peuples autochtones. À la question de savoir comment le gouvernement fédéral pourrait améliorer son implication auprès des Autochtones, les participants ont suggéré de faire davantage appel aux organismes et aux centres de bon voisinage administrés par des Autochtones.

Membres de la diaspora caribéenne (centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora caribéenne vivant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ont entamé une brève discussion sur leurs points de vue et leur vécu en tant que Canadiens d'origine caribéenne. Lorsqu'on leur a demandé de nommer les principaux problèmes affectant actuellement la communauté caribéenne au Canada, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour permettre aux nouveaux immigrants, y compris à ceux issus de pays caribéens, d'obtenir plus facilement un certificat leur permettant de travailler dans leur domaine d'expertise. On estimait également que le gouvernement fédéral pouvait déployer davantage d'efforts pour promouvoir la culture caribéenne et pour mettre en valeur les contributions historiques de Canadiens d'origine caribéenne, et certains participants étaient d'avis que comparativement à d'autres cultures, on portait souvent moins attention à la diaspora caribéenne. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le processus d'immigration était plus facile pour les personnes originaires de certaines régions du monde que pour d'autres, et que les Caribéens étaient souvent confrontés à des difficultés à cet égard. Dans le même ordre d'idées, certains participants considéraient que les immigrants originaires de pays des Caraïbes, dont l'anglais constitue la langue officielle, ne devraient pas avoir à se soumettre à un test linguistique et devraient être traités de la même manière que les immigrants originaires d'autres régions anglophones du globe.

Énoncé économique de l'automne (Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec, membres actifs et vétérans des FAC, sud de l'Alberta, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de six groupes ont participé à une brève discussion portant sur l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement fédéral publié le 21 novembre 2023. Lorsqu'on leur a demandé



s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de L'EEA, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Après s'être vu fournir de l'information concernant les nombreuses mesures figurant dans l'EEA, les participants se sont livrés à un exercice consistant à déterminer la mesure qui, selon eux, serait la plus susceptible d'aider les Canadiens à l'avenir.

Dans tous les groupes, nombreux étaient les participants ayant choisi l'initiative visant à accroître le financement destiné à la construction d'un plus grand nombre de logements. On était largement d'avis que l'offre de logements devait augmenter de manière significative dans de nombreuses régions du pays et qu'en adoptant cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait réaliser des progrès en rendant le logement plus abordable dans l'intérêt d'un plus grand nombre de Canadiens. Plusieurs participants ont également choisi la mesure visant à réprimer les pratiques anticoncurrentielles de grandes entreprises, y compris les grandes chaînes d'épicerie. Les participants estimaient que cette mesure bénéficierait probablement à un maximum de gens et plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'en raison du coût élevé de la vie, de nombreux Canadiens avaient actuellement du mal à joindre les deux bouts.

Un certain nombre de participants ont choisi l'initiative visant à établir une charte hypothécaire canadienne, estimant que cette mesure protégerait le grand nombre de ménages qui, selon eux, seraient négativement impactés au cours des prochaines années et risqueraient de perdre leur logement en raison de l'augmentation substantielle de leurs paiements hypothécaires. Les participants se sont également prononcés en faveur d'investissements plus importants de la part du gouvernement fédéral dans le domaine des technologies de fabrication d'énergie verte au Canada, estimant que cette mesure aurait un impact positif à la fois sur l'économie et dans la lutte contre le changement climatique.

Invités à faire part de leur réaction générale à ces mesures, la plupart des participants estimaient qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction. De l'avis général, les mesures les plus importantes sur lesquelles devrait se pencher le gouvernement fédéral sont celles visant à remédier à la crise du logement et au coût de la vie. Quelques participants estimaient toutefois que l'EEA portait sur un trop grand nombre de domaines et qu'une approche plus ciblée reposant sur un plus petit nombre de priorités serait probablement plus efficace.

Économie (Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes adultes de Sherbrooke)

Trois groupes ont pris part à une discussion portant sur l'économie canadienne et sur les mesures et initiatives que devrait, selon eux, privilégier le gouvernement fédéral dans ce domaine. Tous les participants estimaient que l'économie constituait un domaine important sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral, et nombre d'entre eux étaient d'avis que dans un avenir prévisible, la résolution de problèmes comme ceux de l'inflation et du coût de la vie (jugé élevé) devait constituer une priorité absolue. À la question de savoir ce qui les préoccupait le plus au sujet de l'économie à l'heure actuelle, bon nombre d'entre eux ont décrit ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation significative du coût des produits de première nécessité et notamment des produits alimentaires et de l'essence au cours des dernières années, ainsi que ce qu'ils considéraient comme

étant une pénurie généralisée de logements à prix abordables dans de nombreuses régions du pays. Plusieurs participants avaient l'impression que les salaires n'avaient pas augmenté assez rapidement par rapport au coût de la vie et que, par conséquent, un nombre croissant de ménages canadiens éprouvaient aujourd'hui des difficultés financières.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter plusieurs modèles d'économie et invité à identifier l'approche que le gouvernement du Canada aurait, selon eux, intérêt à adopter. *Une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens* a reçu le plus fort soutien de la part des participants, bon nombre d'entre eux estimant qu'il s'agissait de l'approche la plus juste et la plus équitable, et qu'elle profiterait à un maximum de Canadiens. Un plus petit nombre d'entre eux ont choisi *une économie forte* ainsi qu'*une économie durable*, tandis que très peu d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devrait s'attacher à mettre en place *une économie propre*.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le changement climatique avait actuellement une incidence sur l'économie canadienne, presque tous ont répondu par l'affirmative. Pour étayer leurs propos, bon nombre d'entre eux ont mentionné les coûts économiques liés à la reconstruction de collectivités canadiennes au lendemain de catastrophes naturelles et notamment de feux de forêt, de tempêtes de vent et d'inondations de grande ampleur, les dépenses visant à moderniser les bâtiments et les infrastructures pour les rendre plus résistants et plus durables sur le plan environnemental, ainsi que les coûts supplémentaires imposés aux consommateurs en raison d'initiatives fédérales comme la mise en place d'une tarification du carbone. La plupart des participants jugeaient important que le gouvernement fédéral se concentre aujourd'hui à la fois sur la lutte contre le changement climatique et la croissance économique. On estimait que ces domaines étaient indissociables et que, compte tenu des perturbations potentielles à grande échelle liées au changement climatique, il était impossible d'envisager une croissance économique à long terme sans tenir compte de l'environnement.

Emploi (jeunes adultes de Sherbrooke)

Les participants du groupe composé de jeunes adultes vivant à Sherbrooke, au Québec, ont entamé une brève discussion sur le marché actuel de l'emploi. La plupart des participants considéraient la situation sur le marché de l'emploi comme étant relativement défavorable à l'heure actuelle. Les participants s'accordaient à dire que si de nombreuses possibilités d'emploi étaient actuellement offertes dans toute une série de secteurs, peu de ces emplois offraient un salaire vital. On estimait donc que la plupart des demandeurs d'emploi refusaient de postuler ces emplois et qu'ils préféraient attendre des offres d'emplois plus rémunérateurs.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que le marché de l'emploi s'améliore, se dégrade ou demeure inchangée d'ici cinq ans, la plupart des participants étaient d'avis qu'il demeurerait relativement stable. Parmi ces derniers, on estimait que le taux d'emploi au Canada avait connu une longue période de stabilité et qu'il était peu probable que la situation change au cours des cinq prochaines années. Parmi les quelques participants estimant que le marché de l'emploi s'améliorerait, on prévoyait probablement d'assister à une croissance de l'emploi dans des domaines cruciaux comme ceux des soins de santé et de l'éducation, que l'on considérait comme étant actuellement perturbés

par des pénuries de main-d'œuvre et nécessitant des investissements supplémentaires de la part des gouvernements fédéral et provinciaux.

À la question de savoir s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est de créer des emplois de qualité au Canada, le nombre de participants estimant qu'il faisait fausse route était à peu près égal à celui des participants dont l'opinion était plus incertaine. Interrogés au sujet des mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada dans ce domaine, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à augmenter les salaires afin qu'ils demeurent en phase avec le coût de la vie. Les participants étaient également d'avis qu'il fallait porter plus d'attention à la santé mentale des travailleurs, estimant qu'un grand nombre de Canadiens souffraient actuellement d'épuisement professionnel à un degré ou à un autre.

Régime de pensions du Canada (Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, sud de l'Alberta)

Les deux groupes de participants vivant en Alberta ont pris part à une discussion portant sur la retraite et le Régime de pensions du Canada (RPC). Interrogés sur la fréquence à laquelle ils pensaient à leurs projets de retraite, la plupart des participants ont indiqué qu'il s'agissait actuellement d'une priorité importante à leurs yeux. Un grand nombre d'entre eux ont rappelé avoir été confrontés à des difficultés financières au cours des dernières années, et plusieurs se sont dit de plus en plus préoccupés par ce que serait leur situation financière s'ils devaient prendre leur retraite comme prévu. Quelques-uns craignaient ne jamais avoir les moyens de prendre leur retraite. En discutant de mesures particulières qu'ils avaient prises pour planifier leur retraite, un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir eu recours à des programmes d'épargne, dont le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le compte d'épargne libre d'impôt (CELI).

Bien que tous les participants aient entendu parler du RPC, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que les montants versés dans le cadre de ce programme ne suffiraient pas à répondre à leurs besoins financiers au moment de la retraite et qu'il leur faudrait épargner davantage et trouver d'autres sources de revenus. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du RPC, plusieurs ont mentionné la récente proposition du gouvernement de l'Alberta de se retirer du RPC pour mettre en place son propre régime de pensions provincial. La plupart d'entre eux se sont montrés défavorables à cette proposition, bon nombre d'entre eux craignant de perdre une partie de leur revenu de retraite habituel si le gouvernement provincial devait adopter cette approche. Si quelques participants considéraient comme attrayante l'idée d'un régime de retraite provincial, ceux-ci se sont montrés sceptiques quant au réalisme d'une telle initiative et estimaient qu'il serait extrêmement difficile pour l'Alberta de se retirer du RPC.

Les participants étaient pour la plupart d'avis que la mise en place d'un Régime de pension de l'Alberta (RPA) serait injuste à l'égard des Albertains en ceci qu'il pourrait éventuellement mettre en danger leurs économies de retraite sans apporter d'amélioration réelle par rapport au cadre du RPC actuel. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada devait répondre à cette proposition, la plupart des répondants estimaient que ce dernier devait fournir de l'information claire et factuelle



détaillant les raisons pour lesquelles l'instauration d'un RPA aurait pour effet de réduire les perspectives financières des Albertains et de tous les autres Canadiens au moment de leur retraite.

En se focalisant sur le RPC de manière plus générale, on a demandé aux participants s'ils estimaient qu'il valait la peine de verser une cotisation sur une partie de leurs revenus actuels pour bénéficier d'un soutien financier plus tard dans la vie. Presque tous ont répondu par l'affirmative, estimant qu'il s'agissait d'une mesure importante à prendre pour assurer sa sécurité financière à la retraite, même si les montants versés par le RPC ne suffiraient pas à eux seuls à répondre à tous leurs besoins financiers. Informés que depuis 2019, le RPC avait progressivement été amélioré si bien que les travailleurs devaient dès aujourd'hui verser des cotisations un peu plus élevées chaque année pour pouvoir bénéficier de prestations plus substantielles au moment de leur retraite, tous les participants estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la bonne direction. En raison de l'augmentation du coût de la vie, on était d'avis que les économies de retraite de nombreux particuliers devaient être plus substantielles et que cette mesure du gouvernement du Canada serait utile à ceux qui avaient actuellement du mal à épargner par eux-mêmes en vue de leur retraite.

Logo de la fête du Canada (Ottawa, membres de la diaspora caribéenne de centre de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec)

Les participants de six groupes ont échangé leurs points de vue au sujet d'une série de concepts visuels élaborés par le gouvernement fédéral pour promouvoir la fête du Canada. Invités à choisir l'approche qui, à leur avis, représentait le mieux la fête du Canada, les participants ont pour la plupart exprimé une préférence pour le concept présentant une multitude de couleurs entourant les contours d'une feuille d'érable. On était d'avis qu'il s'agissait de l'approche la plus festive, la plus inclusive et la plus représentative du caractère multiculturel du Canada, que des efforts considérables avaient été déployés pour concevoir cette approche et qu'elle était beaucoup plus esthétique et attrayante que les autres concepts. Un plus petit nombre de participants ont proposé un concept présentant de nombreuses nuances de rouge se combinant pour former une feuille d'érable plus grande. Les participants estimaient que cette approche se démarquait par une forte utilisation d'éléments canadiens dont la couleur rouge et la feuille d'érable, et un certain nombre d'entre eux se sont dit impressionnés par le caractère complexe du concept.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (Ottawa, Nord-du-Québec, sud de l'Alberta, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de quatre groupes ont participé à des discussions portant sur les symboles visuels et les signatures sonores utilisés par le gouvernement fédéral pour s'identifier. La quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il était relativement facile de déterminer si une information provenait du gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé comment ils s'y prendraient pour déterminer si les renseignements consultés en ligne, obtenus par correspondance physique ou présentés dans des publicités publiques notamment sur des panneaux d'affichage, à la télévision et à la radio proviennent

du gouvernement du Canada, plusieurs participants avaient l'impression que les communications officielles du gouvernement fédéral étaient souvent accompagnées d'un logo, y compris du mot « Canada » et du drapeau canadien. À la question de savoir comment ils reconnaissaient en général les informations audio du gouvernement fédéral à la télévision ou à la radio, beaucoup se souvenaient de ce qu'ils décrivaient comme un refrain publicitaire qui, d'après eux, accompagnait souvent les communications officielles.

Lorsqu'on leur a montré une image du mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants l'ont reconnu et un certain nombre d'entre eux ont confirmé qu'il s'agissait du logo qu'ils avaient précédemment décrit. Les participants se souvenaient avoir vu ce mot-symbole sur des sites Web administrés par le gouvernement du Canada, dans la correspondance qu'ils avaient reçue par la poste, dans des publicités télévisées, dans des publicités imprimées et numériques, ainsi que dans les directions physiques d'agences et de ministères fédéraux. Lorsqu'on leur a demandé quelle signification revêtait pour eux ce symbole, la plupart des participants estimaient qu'il servait à indiquer que les renseignements qu'il accompagnait étaient officiels, impartiaux et dignes de confiance. Bon nombre d'entre eux associaient étroitement le mot-symbole au gouvernement du Canada et le considéraient comme étant comparable à une signature employée pour ses communications officielles. À la question de savoir si ce symbole leur inspirait personnellement un quelconque sentiment, plusieurs l'associaient à leur identité en tant que Canadiens, et à la fierté qu'ils éprouvaient pour leur pays. Lorsqu'on leur a demandé si les contenus accompagnés du mot-symbole leur inspiraient en général confiance, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Les participants se sont ensuite vu présenter une signature sonore produite par le gouvernement du Canada. Tous ont reconnu cet enregistrement audio, et beaucoup ont indiqué qu'il s'agissait du refrain publicitaire qu'ils avaient précédemment mentionné. Un grand nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir entendu cette signature sonore à la suite de publicités télévisées ou radiophoniques, qui était souvent accompagnée d'un message vocal indiquant que la publicité qu'ils venaient de voir ou d'entendre provenait du gouvernement du Canada.

Tarification du carbone (Terre-Neuve)

Les participants résidant à Terre-Neuve ont pris part à une discussion sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. À la question de savoir si les effets potentiels du changement climatique les préoccupaient, presque tous ont répondu par l'affirmative. Si la plupart des participants considéraient que l'atténuation des effets du changement climatique devait constituer une priorité absolue du gouvernement du Canada, quelques-uns d'entre eux se sont dit d'un autre avis, estimant que des questions telles que l'inflation, le coût de la vie et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables constituaient des problèmes plus urgents à l'heure actuelle.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient eu connaissance du système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement du Canada avant cette discussion, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Après qu'on leur ait présenté des renseignements sur la tarification fédérale du carbone, si la plupart des participants y étaient favorables, quelques-uns d'entre eux se demandaient s'il s'agissait de la stratégie la plus efficace pour lutter contre le changement climatique. Parmi ces



participants, on estimait qu'au lieu de reverser aux Canadiens les montants collectés dans le cadre de la tarification du carbone par le truchement de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), ces fonds devraient plutôt être réinvestis dans des initiatives axées sur la durabilité, telles que le développement de technologies propres et de sources d'énergie renouvelable.

En décrivant les sources d'énergie auxquelles ils avaient recours pour se chauffer, très peu d'entre eux ont mentionné avoir recours à du mazout de chauffage pour ce faire. Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'il suspendrait la redevance s'appliquant au mazout de chauffage jusqu'au 1er avril 2027, tous les participants ont réagi positivement. De l'avis général, en prenant cette mesure, le gouvernement fédéral donnerait plus de temps aux ménages envisageant de passer à une autre source de chauffage pour mener à bien leur projet (p. ex. une thermopompe) et leur permettrait de réaliser des économies supplémentaires pour ce faire. À la question de savoir ce qui pourrait encore être fait pour rendre le chauffage domestique plus abordable, on estimait que des mesures devraient être prises pour encourager les immeubles locatifs à installer des systèmes de chauffage à haut rendement énergétique et pour inciter les propriétaires et les sociétés de gestion immobilière à trouver des moyens de réduire les coûts de chauffage de leurs locataires.

Informés qu'à partir d'avril 2024, le gouvernement du Canada doublerait le supplément rural pour les remises sur le prix de la pollution, qui passerait de 10 % à 20 %, la plupart des participants ont estimé que cela aurait un impact positif, et plusieurs personnes vivant en milieu rural s'attendaient à bénéficier personnellement de cette initiative. Lorsqu'on leur a demandé si, en tant qu'approche, la tarification du carbone était, à leur avis, juste à l'égard de résidents de collectivités rurales et de petite taille, plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'elle l'était. Quelques-uns d'entre eux se sont montrés plus incertains, estimant qu'ils avaient besoin de plus de renseignements sur cette question pour déterminer s'il s'agissait d'une approche équitable et si ces remises tiendraient suffisamment compte des coûts énergétiques particuliers que doivent assumer les personnes vivant en milieu rural.

Sécurité communautaire (Toronto)

Les participants résidant à Toronto ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité au sein de leur collectivité. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'y sentaient en sécurité, tous ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si le taux de criminalité avait augmenté, diminué ou était resté le même au cours des dernières années au sein de leur collectivité, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer qu'il avait augmenté que ceux qui considéraient qu'il était resté le même. Parmi ceux qui estimaient que la criminalité avait augmenté, on était d'avis qu'un nombre croissant de Canadiens étaient actuellement aux prises avec des problèmes liés aux dépendances, à la santé mentale et à la pauvreté, et que cette augmentation perçue de l'activité criminelle était en grande partie attribuable au désespoir avec lequel ces personnes commettaient des crimes.

Interrogés sur le rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada dans la lutte contre la criminalité, les participants ont souligné la responsabilité qui lui incombait de superviser des organisations comme la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), ainsi que des domaines particuliers comme ceux du contrôle et de la réglementation des armes à feu.

Pour ce qui est du contrôle des armes à feu plus particulièrement, si peu de participants avaient connaissance de mesures précises prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, un petit nombre d'entre eux se souvenait qu'il avait mis en place un programme de rachat d'armes à feu récemment interdites, ainsi qu'un gel national visant à interdire la vente, l'achat et le transfert d'armes de poing.

Lors d'une discussion sur les mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada pour réduire la criminalité, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour s'attaquer à ce qu'ils considéraient comme étant les causes profondes de l'activité criminelle, notamment la pauvreté, l'itinérance ainsi que les problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances. Au nombre des autres mesures qu'ont proposé les participants figuraient une plus grande obligation redditionnelle et des conditions de libération sous cautionnement plus strictes pour les criminels violents ou les multirécidivistes, ainsi que des investissements accrus dans des programmes communautaires destinés aux jeunes afin d'éviter que ces derniers ne soient attirés par des bandes organisées ou par d'autres activités criminelles.

Forces armées canadiennes (membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de militaires actifs et de vétérans résidant dans l'est de l'Ontario ont entamé une discussion portant sur de nombreuses questions auxquelles sont actuellement confrontées les Forces armées canadiennes (FAC). Invités à échanger leurs points de vue sur l'apport des FAC sur la scène nationale et internationale, bon nombre d'entre eux estimaient que la puissance ainsi que l'état de préparation de l'armée canadienne avaient diminué ces derniers temps. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que le budget de la défense nationale avait fait l'objet de nombreuses compressions au cours des dernières années, ce qui avait rendu plus difficile l'entraînement des militaires, l'acquisition d'équipements nécessaires et la participation à des activités militaires et de maintien de la paix sur la scène internationale.

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance actuelle des FAC, quelques-uns d'entre eux ont fait valoir que l'armée continuait d'offrir aux Canadiens la possibilité de gagner leur vie, de voyager et d'acquérir des compétences et des expériences précieuses tout en contribuant à la protection de leur pays. En décrivant des domaines précis relatifs aux FAC dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration, les participants ont recensé toute une série de problématiques. Au nombre de celles-ci figuraient la qualité de l'équipement utilisé par les membres des FAC, les difficultés perçues en matière de recrutement et l'opinion selon laquelle le leadership des FAC était trop concentré dans les rangs supérieurs.

Tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route dans sa prise en compte des priorités les plus importantes des FAC. Invités à préciser les enjeux les plus importants auxquels sont confrontées les FAC et auxquels ces dernières doivent s'attaquer en priorité, plusieurs ont rappelé la nécessité d'augmenter le financement et les ressources dans tous les secteurs des forces armées. Quelques-uns d'entre eux estimaient que l'on pourrait en faire davantage pour apporter un meilleur soutien aux familles de militaires, en veillant notamment à ce que ces

dernières soient relogées ensemble et à ce que tous les membres des forces armées aient accès à des services et notamment à des médecins de famille et à des dentistes.

En abordant plus particulièrement la question du logement pour les membres actuels et anciens des FAC, nombre d'entre eux ont déclaré avoir été confrontés à des difficultés liées à l'achat d'une maison dans les collectivités où ils avaient été en poste. On estimait que le gouvernement fédéral et les FAC pourraient en faire beaucoup plus pour construire davantage de logements destinés aux militaires et pour subventionner le coût du logement de tous les membres de l'armée. À la question de savoir si, pour les vétérans des FAC, l'itinérance constituait un enjeu majeur, bien que certains participants aient entendu dire qu'il s'agissait d'un problème, aucun d'entre eux n'a déclaré avoir personnellement connu des vétérans ayant vécu une telle situation. La plupart des participants s'accordaient à dire qu'il fallait en faire davantage pour régler les problèmes de santé mentale auxquels sont confrontés des vétérans, estimant que bon nombre des problèmes auxquels sont confrontés les militaires lorsqu'ils quittent les forces armées découlent principalement d'un syndrome de stress post-traumatique non résolu et d'autres problèmes de nature psychologique.

Sentiment du public (Membres de la diaspora caribéenne de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)

Les participants d'un groupe composé de membres de la diaspora caribéenne résidant dans les centres de taille moyenne et les grands centres de l'Ontario ont brièvement échangé leurs points de vue sur leur avenir au Canada, ainsi que sur le caractère inclusif de la société canadienne. Lorsqu'on leur a demandé ce qui les rendait optimistes concernant leur avenir au Canada, plusieurs d'entre eux ont mentionné ce qu'ils percevaient comme étant un sentiment de sécurité ainsi que la protection des libertés individuelles et la possibilité de célébrer leur culture sans subir de discrimination. En abordant les enjeux qui les préoccupaient le plus concernant leur avenir au Canada, plusieurs participants ont mentionné des questions liées à la hausse du coût de la vie et à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables à l'échelle du pays.

Invités à décrire la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, les participants ont pour la plupart formulé des commentaires positifs. La plupart d'entre eux ont déclaré se sentir bien accueillis au sein de leur collectivité et estimaient que le gouvernement fédéral s'était résolument attaché à assurer la protection et la promotion des différentes cultures et origines au Canada. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que même si le Canada était en général un endroit inclusif et accueillant, certaines minorités visibles étaient encore traitées différemment dans certaines parties du pays et qu'il y avait encore des progrès à faire à cet égard.

Opioides (Vancouver)

Les participants résidant à Vancouver ont fait part de leurs points de vue sur les dépendances et la consommation d'opioïdes au sein de leur collectivité. Tous estimaient que la dépendance aux opioïdes constituait un problème très préoccupant à Vancouver et considéraient que ce problème s'était

considérablement aggravé ces dernières années. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la situation s'améliorerait dans les années à venir, aucun n'a répondu par l'affirmative.

À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la dépendance aux opioïdes dans leur région, les participants ont rappelé de nombreuses initiatives axées sur la réduction des méfaits liés à cette dépendance. Au nombre de celles-ci, la suppression des sanctions pénales pour la possession de petites quantités de certaines substances illégales en Colombie-Britannique, le financement et la création de sites de consommation sûrs, et la garantie d'un approvisionnement sécuritaire pour les personnes aux prises avec une dépendance. Aucun d'entre eux ne voyait ces efforts d'un œil positif, estimant qu'ils avaient profité aux personnes luttant contre la dépendance en augmentant leur accès aux opioïdes et en supprimant les conséquences de la possession et de l'utilisation de ces substances. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'il était important que les personnes luttant contre la dépendance aient accès à des sites d'approvisionnement et de consommation sûrs, la plupart des participants estimaient que les ressources actuellement allouées à ces programmes devraient plutôt être consacrées à ce que les participants considéraient comme étant des solutions à plus long terme, soit le traitement, la réadaptation et la désintoxication.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait accordé une exemption à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin de supprimer les sanctions pénales en cas de possession d'un maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique, tous les participants estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la mauvaise direction. De l'avis général, la consommation d'opioïdes a augmenté dans la province à la suite de l'annonce de cette exemption. À la question de savoir ce qu'ils souhaiteraient que le gouvernement du Canada fasse d'autre pour remédier à ce problème, tous les participants ont réitéré leur souhait de voir augmenter le financement de centres de traitement. Un petit nombre d'entre eux estimait que le gouvernement fédéral devait apporter une aide supplémentaire aux membres des familles de personnes aux prises avec une dépendance, y compris l'aide financière nécessaire pour qu'ils puissent s'absenter de leur travail afin de soutenir les membres de leur famille confrontés à de tels problèmes ou en cours de traitement.

Protection et promotion de la langue française (francophones vivant dans les Prairies)

Les participants du groupe composé de francophones vivant dans les Prairies ont entamé une discussion portant sur la protection et la promotion de la langue française au Canada. Lorsqu'on leur a demandé si la promotion et la protection de la langue française devaient à leur avis constituer une priorité du gouvernement fédéral, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois qu'il était également important de promouvoir le bilinguisme, estimant que le fait de se concentrer uniquement sur la promotion de la langue française pourrait nuire à la capacité des francophones à communiquer et à s'associer avec d'autres Canadiens.

À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada visant à protéger et à promouvoir la langue française, une série d'initiatives ont été rappelées. Au nombre de celles-ci figuraient la publication du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada, la mise à disposition de ressources en français destinées aux étudiants et

aux immigrants, et l'offre de programmes linguistiques gratuits dans certains collèges et universités de la région.

En s'intéressant plus particulièrement au Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada, les participants se sont vu remettre de l'information sur les principaux objectifs et mesures que renferme le plan. Dans l'ensemble, tous les participants ont favorablement accueilli ces initiatives, estimant qu'elles apporteraient une aide considérable aux francophones du pays, et en particulier aux francophones hors Québec. À la question de savoir quelle mesure contribuerait le plus, selon eux, à promouvoir et à protéger la langue française, bon nombre de participants ont mentionné des mesures visant à accroître les investissements consacrés aux services de garde d'enfants et aux ressources éducatives offerts en français. De l'avis général, ces mesures sont essentielles pour assurer la pérennité de la langue française au sein de la prochaine génération de francophones au Canada.

En discutant d'autres mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger la langue française, les participants ont suggéré d'offrir des cours de français gratuits en ligne aux anglophones désireux d'apprendre le français, d'accroître la disponibilité des services fédéraux en français et d'exiger une signalisation routière bilingue dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$
